

REVUE  
FRANÇAISE  
DE  
PÉDAGOGIE

## Revue française de pédagogie

Recherches en éducation

159 | avril-juin 2007

Politique et rhétoriques de l'« École juste » avant la  
Cinquième République

---

### MÉLY Benoît. *De la séparation des églises et de l'école : mise en perspective historique. Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie, 1789-1914*

Lausanne : Éd. Page deux, 2004. – 718 P. (Cahiers libres)

Laurence Loeffel

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/1232>

ISSN : 2105-2913

#### Éditeur

ENS Éditions

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2007

Pagination : 204-205

ISBN : 978-2-7342-1090-0

ISSN : 0556-7807

#### Référence électronique

Laurence Loeffel, « MÉLY Benoît. *De la séparation des églises et de l'école : mise en perspective historique. Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie, 1789-1914* », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 159 | avril-juin 2007, mis en ligne le 01 octobre 2010, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/1232>

---

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© tous droits réservés

---

## MÉLY Benoît. *De la séparation des églises et de l'école : mise en perspective historique. Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie, 1789-1914*

Lausanne : Éd. Page deux, 2004. – 718 P. (Cahiers libres)

Laurence Loeffel

---

### RÉFÉRENCE

MÉLY Benoît. *De la séparation des églises et de l'école : mise en perspective historique. Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie, 1789-1914*. Lausanne : Éd. Page deux, 2004. – 718 P. (Cahiers libres)

- <sup>1</sup> Ce livre, paru à titre posthume, est issu d'une thèse de doctorat en Sciences de l'éducation conduite à l'université Paris V, sous la direction de Claude Lelièvre. Il constitue une remarquable contribution à l'histoire de la laïcité, non seulement française, mais européenne. Il s'agit en effet d'un essai d'histoire comparative de la question de la séparation de l'Église et de l'école dans quatre pays européens de tradition protestante et catholique, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie. Ces quatre pays ont été retenus, non seulement pour leur intérêt dans cette perspective comparatiste mais aussi en fonction des compétences linguistiques de l'auteur. L'ouvrage vise principalement à mettre à l'épreuve la thèse déjà ancienne soutenue notamment par les spécialistes en histoire des religions et de la laïcité que sont Françoise Champion et Jean Baubérot, selon laquelle l'entrée dans la modernité des pays de tradition protestante se serait accomplie selon un processus de sécularisation tandis que dans le même temps, les pays de tradition catholique auraient connu un mouvement de laïcisation de leurs institutions. Pour reprendre les formules de Marcel Gauchet reprenant à son compte cette thèse, en terre catholique les « déchirements entre tradition et modernité » « mettent aux prises »

l'Église et l'État, l'entrée dans la modernité ne pouvant s'accomplir que suivant un volontarisme séparatiste et nécessairement conflictuel, tandis qu'en terre protestante, ces déchirements divisent semblablement l'Église et l'État et « le mouvement avance par évidemment interne du religieux. Officiellement sa place ne bouge pas, mais il perd peu à peu sa capacité à informer les conduites »<sup>1</sup>. Conflit d'un côté, consensus de l'autre, cette interprétation de l'entrée dans la modernité selon deux logiques idéal-typiques différentes est ici critiquée en même temps que la mobilisation du couple sécularisation/laïcisation dont l'usage très divers va « de la codification stricte au scepticisme avoué envers les éventuels enjeux de leur délimitation réciproque » (p. 486, note 14).

- 2 La thèse de Benoît Mély est qu'une « lame de fond » unique bien que diversifiée selon les époques et les aires géographiques traverse l'Europe : le mouvement qui voit la dissociation du religieux et du politique constitutif de la modernité. La laïcité française n'est donc pas une « exception » quand bien même la France aurait été « la pointe avancée du combat laïque » (p. 407), ce que l'auteur démontre.
- 3 Pour mener à bien cette enquête, compte tenu de son caractère inédit, Benoît Mély ne pouvait se contenter d'analyser les politiques scolaires officielles car l'histoire ne peut se limiter « à n'être qu'une histoire des vainqueurs ». Il s'est donc aussi intéressé aux projets laïques alternatifs de résistance aux politiques officielles parmi les plus radicaux, proposant ainsi aux lecteurs des sources historiographiques de première main, difficiles à trouver en France et non traduites. Cette richesse documentaire constitue une mine de références à la fois inédites et d'une grande originalité pour tous ceux qu'intéresse l'histoire idéologique de la laïcité et plus largement l'histoire des idées éducatives. Ainsi le chapitre 14 tente de restituer l'histoire des luttes laïques des deux décennies précédant la première guerre mondiale dans les pays où la séparation de l'Église et de l'école ne l'a pas emporté. En l'absence d'études synthétiques sur la question et compte tenu de la difficulté d'accès aux sources primaires, c'est vers les historiens du mouvement ouvrier ou plus précisément des politiques scolaires des organisations ouvrières que Benoît Mély nous oriente, cherchant à « éclairer une réalité politique susceptible de modifier sensiblement l'image reçue d'une Europe consensuellement respectueuse à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle (à l'exception de la France) de sa tradition pluri-séculaire d'implication des Églises chrétiennes dans l'éducation » (p. 435). L'exemple de la Grande-Bretagne est particulièrement significatif : alors que le XVIII<sup>e</sup> siècle y avait vu naître un modèle des relations entre Église établie et État à l'origine des premières revendications de l'indépendance réciproque des deux pouvoirs dans les rangs de la dissidence religieuse, Benoît Mély montre que la lutte séparatrice et laïcisatrice ne s'éteint pas avec le *statu quo* des années 1870, mais qu'elle se poursuit à travers les mouvements socialistes et syndicaux portés par des hommes comme Brian Simon ou Thomas Smyth, insatisfaits du compromis de la loi Forster (1870) favorisant de fait les partisans de l'enseignement biblique non confessionnel. Benoît Mély permet ainsi une mise en perspective des théories les mieux connues (Rousseau, Kant, Condorcet, Owen, Comte, Marx, Pestalozzi ou encore Ferry, Buisson, Pécaut ou Jaurès) avec des pensées éducatives qui, pour être plus obscures, n'en ont pas moins contribué à un mouvement historique d'ensemble.
- 4 L'intérêt de l'ouvrage ne tient pas toutefois seulement à son érudition, mais dans l'originalité de la grille d'analyse proposée. Les thèses de Condorcet servent ici de matrice pour penser la question de la séparation de l'Église et de l'école dans les quatre pays. Parmi les penseurs des Lumières, Condorcet fait en effet figure de parfait « démocrate libéral », selon l'expression de l'historien américain Keith Mickael Baker. « Libéral », pas

seulement au sens classique des limites de l'action de l'État, mais au sens où il s'inscrit dans le vaste mouvement de lutte démocratique contre la double oppression politique et religieuse. Avec l'anglo-américain Thomas Paine, fait citoyen français et élu à la Convention en septembre 1792, il est l'auteur d'une Constitution « d'une audace démocratique extrême » (p. 131) et surtout la seule Constitution laïque de l'histoire révolutionnaire. Condorcet est seul à soutenir une position séparatiste et à s'opposer au gallicanisme majoritairement défendu par les écrivains politiques des Lumières. La politique scolaire qu'il propose interroge la question laïque d'un triple point de vue : celui de la séparation entre enseignement public et Église, celui de l'inégalité des classes sociales dans l'accès à l'éducation, celui de l'État éducateur. Avec Condorcet, on prend la mesure des véritables enjeux de la question laïque dont l'inégalité d'accès au savoir et la mise en place de « deux systèmes complets d'instruction qui n'ont rien de commun l'un avec l'autre » – la formule est de l'Idéologue Destutt de Tracy. L'intérêt de cette grille d'analyse est qu'elle restitue l'importance historique de Condorcet et de l'œuvre scolaire de la Révolution française. Dans les quatre pays étudiés, ces trois questions se sont posées, mais suivant des temporalités différentes et sans aboutir aux mêmes résultats : dans la période étudiée, le processus de laïcisation complet n'a abouti qu'en France, avec le principe de laïcité intégrale de l'école puis de l'État. Mais la République, héritière en cela de la Révolution, n'a fait que consolider le principe de deux ordres d'enseignement étanches. Ce qui permet à Benoît Mély de dégager un « champ laïque » structuré autour de deux pôles : un « pôle Ferry » représentatif d'une laïcité d'État et un « pôle Condorcet » représentatif d'une conception de la laïcité plus égalitaire et plus démocratique. Ailleurs, Benoît Mély met en évidence différents degrés de laïcisation (partielle ou intégrale), de démocratisation (enseignement élitare ou égalitaire) et d'émancipation (à l'égard de toute autorité, même séculière). Mais partout, le combat laïque a signifié l'accès à la modernité et a engagé « la dégradation progressive puis [...] la dislocation accélérée de la conception du monde centrée sur l'importance primordiale à accorder au salut ». En d'autres termes, la modernité s'identifie pour l'auteur au défi lancé à ce qu'il appelle le « christianisme classique ». Et c'est un autre apport de l'ouvrage : celui-ci en effet s'ouvre sur un chapitre consacré à Augustin et à la théorie des deux pouvoirs. « La question de savoir si le christianisme (ou, plus précisément le christianisme occidental, dans sa version augustinienne) est ou non une religion de logique « sécularisatrice » gouverne l'ensemble de l'analyse » (introduction, p. 20). Le but de Benoît Mély est d'invalidier la thèse défendue notamment par Marcel Gauchet, selon laquelle le christianisme serait la religion de la sortie de la religion<sup>2</sup> et plus largement la thèse d'une origine chrétienne de la modernité politique. Benoît Mély oppose au concept de « dé-hiérarchisation » avancé par Marcel Gauchet celui de « désécularisation » de l'homme et de la pensée propre au christianisme d'Augustin. Le « mépris du monde », la dévalorisation de « tout ce qui relève d'une vie temporelle » sont les concepts centraux de la citoyenneté chrétienne. A quoi s'ajoutent la croyance au salut de l'âme après la mort et le dogme du péché originel qui achèvent de « rendre l'individu hors d'état de se sauver par lui-même ». Augustin introduit donc une rupture complète et notamment dans le domaine de l'éducation, avec les conceptions séculières de l'antiquité gréco-latine. S'il distingue deux pouvoirs, il ne les pense pas comme séparés, mais comme devant tous deux concourir au salut des fidèles. Difficile donc de lire chez Augustin les prémisses d'une séparation du spirituel et du temporel.

- 5 On le constate, dans cette enquête colossale, Benoît Mély met à l'épreuve les principaux acquis de l'histoire et de la sociologie des religions renouvelant par là le questionnement

sur les liens entre christianisme et modernité. S'il n'est plus là pour répondre aux objections et poursuivre la discussion, on ne peut que souhaiter que l'exceptionnelle richesse de sa thèse suscite de nouvelles recherches.

---

## NOTES

1. Cf. M. Gauchet : *La religion dans la démocratie. Parcours de la laïcité*. Paris : Gallimard, 1998, p. 19-20. Marcel Gauchet fait allusion à l'article de Françoise Champion, « Entre laïcisation et sécularisation. Des rapports Églises-États dans l'Europe communautaire ». *Le Débat*, 1993, n° 77, p. 46-72.
  2. Thèse argumentée dans *Le désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion*. Paris : Gallimard, 1985.
- 

## AUTEURS

LAURENCE LOEFFEL

Université de Picardie-Jules-Verne

CURRAP (UJV-CNRS)

Groupe sociétés, religions, laïcités (EPHE-CNRS)